

# CONFERENCE DU DESARMEMENT

CD/1325  
20 juin 1995

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 16 JUIN 1995, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'AUSTRALIE A LA CONFERENCE, TRANSMETTANT LE TEXTE D'UNE DECLARATION CONCERNANT LA REPRISSE DES ESSAIS NUCLEAIRES FRANÇAIS, QUI A ETE FAITE LE 15 JUIN 1995 PAR LE PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN, L'HONORABLE P.J. KEATING, EN SA QUALITE DE PRESIDENT EN EXERCICE DU FORUM DU PACIFIQUE SUD

Ci-joint le texte d'une déclaration concernant la reprise des essais nucléaires français, qui a été faite le 15 juin 1995 par le Premier Ministre australien, l'honorable P.J. Keating, en sa qualité de président en exercice du Forum du Pacifique Sud. Sont membres du Forum l'Australie, les Etats fédérés de Micronésie, Fidji, les Iles Cook, les Iles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Iles Marshall, le Samoa occidental, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

Je vous prie de bien vouloir faire en sorte que ce texte soit publié comme document officiel de la Conférence du désarmement et distribué à tous les Etats membres de la Conférence ainsi qu'aux Etats qui participent aux travaux de l'instance sans en être membres.

L'Ambassadeur et  
Représentant permanent pour  
les affaires de désarmement

(Signé) : Richard Starr

DECLARATION FAITE PAR LE PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN,  
L'HONORABLE P.J. KEATING, EN SA QUALITE DE PRESIDENT  
DU FORUM DU PACIFIQUE SUD

Au nom des chefs de gouvernement des Etats membres du Forum du Pacifique Sud et en ma qualité de président en exercice du Forum, je condamne la décision prise par la France de reprendre ses essais nucléaires dans le Pacifique Sud.

Les gouvernements des différents pays membres ont déjà fait des déclarations et élevé des protestations qui reflètent leur très vive déception. L'opposition populaire large et immédiate qu'a suscitée la décision de la France dans toute la région du Pacifique Sud indique bien le ressentiment éprouvé par nos peuples.

Les chefs de gouvernement des Etats membres du Forum comprennent et partagent ces sentiments. Je tiens à exprimer en leur nom notre opposition catégorique à la décision de la France.

Nous accueillons avec satisfaction les déclarations faites par d'autres puissances nucléaires et par d'autres pays, d'Asie et d'ailleurs. Les chefs de gouvernement des pays membres du Forum ont l'espoir que la France sera sensible aux protestations de la communauté mondiale et en prendra note.

La France a fait un choix quant à la nature de son action dans le Pacifique Sud. Les membres du Forum s'étaient félicités de l'amélioration des relations entre ce pays et ceux de la région. La décision de la France retardera considérablement cette évolution favorable de la situation, qui tenait notamment au moratoire déclaré par ce pays en 1992 sur ses essais nucléaires dans le Pacifique Sud.

Les incidences plus larges de la décision prise par la France sont aussi une source de vives inquiétudes pour les chefs de gouvernement des Etats membres du Forum.

Cette décision déprécie les résultats obtenus lors de la récente Conférence d'examen et de prolongation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle est particulièrement regrettable étant donné que les Etats participant à cette conférence, dont la France, sont convenus que les négociations relatives à un traité d'interdiction complète des essais devraient être achevées au plus tard en 1996 et que, dans l'intervalle, les Etats dotés d'armes nucléaires exerceraient la plus grande modération en matière d'essais.

Les Etats membres du Forum du Pacifique Sud restent fermement attachés à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais, qui revêt à leurs yeux une importance capitale pour les efforts déployés par la communauté mondiale en vue d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et d'éliminer un jour celles-ci. Un tel instrument ouvre la perspective d'une cessation complète des essais tant dans le Pacifique Sud qu'ailleurs dans le monde.

Les chefs de gouvernement ont noté que le président Chirac s'était engagé à faire signer ce traité par la France. Ils veilleront à ce que la France honore cet engagement.

En outre, les chefs de gouvernement demandent à la France d'observer les dispositions des Protocoles au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud.

J'ai pris contact avec les chefs de gouvernement des autres pays membres du Forum en vue d'envoyer une délégation de cette instance exprimer au Gouvernement français les très vives inquiétudes de nos pays. Je suppose que cette délégation sera conduite par le Ministre australien des affaires étrangères, le sénateur Evans.

Canberra

Le 15 juin 1995

-----